

[Index](#) > [Notes de conjoncture](#) > Tchad

**CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU TCHAD A FIN SEPTEMBRE
2006 ET PERSPECTIVES A COURT TERME
(Mise à jour du 2 mars 2007)**

Introduction

L'économie tchadienne a évolué dans un contexte globalement favorable au cours du troisième trimestre 2006. Cette évolution s'est située dans un environnement marqué, au plan extérieur, par la flambée des cours du pétrole brut et une légère progression de ceux du coton et, au niveau intérieur, par la chute des activités du secteur pétrolier, le ralentissement de celles du secteur non pétrolier.

Selon l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), le taux de croissance réelle du PIB se situerait à 1,9 % en 2006, contre 8,6 % en 2005. L'inflation s'est située à 8,6 %, à fin septembre 2006, en moyenne annuelle, largement au-delà de la norme sous régionale fixée à 3 %. L'exécution du budget à cette même date est demeurée satisfaisante.

I - Evolution du secteur réel

* Analyse par la demande

Au niveau de la consommation globale, la consommation privée a été soutenue par la hausse des dépenses des ménages liée aux recrutements effectués dans les secteurs prioritaires et au paiement plus régulier des salaires des fonctionnaires et des pensions des retraités. Cette évolution demeure, cependant, obérée par la baisse des revenus des cotonculteurs et la persistance des tensions inflationnistes dues aux mauvais résultats cotonniers et à la hausse des prix des produits alimentaires.

La consommation publique s'est accrue au cours du troisième trimestre 2006, notamment en ce qui concerne les dépenses de biens et services (+689,2 %) nécessaires au renforcement de l'Administration centrale, la masse salariale (+16,3 %), les dépenses de sécurité ainsi que les transferts et subventions.

La participation des investissements de l'Etat à la croissance a été modérée. Elle a permis de financer les dépenses en capital des secteurs prioritaires, dont les infrastructures. Les investissements privés du secteur non pétrolier au cours du troisième trimestre 2006 ont concerné, notamment, la téléphonie mobile (extension des réseaux Celtel et Millicom), la construction de la nouvelle centrale électrique de Farcha, la réfection de la chaudière et l'installation d'un nouveau corps d'évaporation par la Compagnie Sucrière du Tchad ainsi que la modernisation de l'usine des brasseries de Moundou. En revanche, la demande extérieure a contribué négativement à la croissance durant la période sous revue, en raison de la baisse des exportations conjuguée à un reflux des importations des biens d'équipement et services non facteurs, tant du secteur public que privé.

* Analyse par l'offre

Dans le secteur primaire, la production de coton graine a diminué de 23,5 %, s'inscrivant à 158 757 tonnes, contre 207 574 tonnes à la même période de la campagne précédente, en raison du faible engouement des cotonculteurs suite à la baisse du prix d'achat au producteur. Celle de pétrole brut s'est établie à 5,87 millions de tonnes, contre 6,68 millions de tonnes un an plus tôt, en recul de 12,1 %. Cette situation s'explique par la découverte, depuis le premier trimestre 2005, d'une forte teneur en eau des gisements de Miandoum, Komé, Bolobo et Nya. De même, la production de viande a baissé du fait de la hausse des prix du bétail sur les marchés.

Au niveau du secteur secondaire, l'expansion des activités du secteur manufacturier amorcée au début de l'année 2006 s'est poursuivie. En effet, le chiffre d'affaires cumulé des sociétés de la branche, à fin septembre 2006, s'est accru de 7,6 %, pour s'établir à 60,7 milliards, contre 56,4 milliards un an plus tôt. Cette évolution favorable s'explique par le niveau soutenu de la demande des ménages. De même, l'activité du secteur des bâtiments et travaux publics est restée stable, en raison de la poursuite des travaux de construction et de réhabilitation des édifices publics et des infrastructures routières et du gel des financements extérieurs des projets de développement.

Dans le secteur tertiaire, le commerce automobile, les hydrocarbures, l'hôtellerie, la distribution pharmaceutique et le transit ont vu fléchir leurs activités à fin septembre 2006, en liaison avec la concurrence du secteur informel. Toutefois, la téléphonie mobile et le transport aérien se sont renforcés grâce à une demande soutenue.

* Evolution de l'inflation

Le coût de la vie a progressé de 8,6 % en moyenne annuelle à fin septembre 2006, contre 9,9 % en septembre 2005. En glissement annuel, celui-ci s'est établi à 11,8 %. Cette évolution est liée à une progression de l'indice des produits locaux (+11,1 % en moyenne annuelle et +15,4 % en glissement annuel), atténuée par une baisse de celui des marchandises importées (-2 % en moyenne annuelle et -3,8 % en glissement annuel).

II - Situation des finances publiques : exécution du budget

L'exécution du budget de l'Etat à fin septembre 2006 s'est traduite par un excédent, base caisse, de 34,6 milliards, contre un déficit de 11 milliards un an plus tôt. Cet excédent a permis à l'Etat de se désengager auprès du système bancaire et de régler, partiellement, sa dette intérieure.

En effet, les recettes fiscales se sont accrues à fin septembre 2006 de 68,4 % pour s'établir à 157,1 milliards, contre 93,3 milliards un an plus tôt. Cette évolution s'explique par les bonnes performances de l'impôt sur les revenus et bénéfices nets (+141,9 %), dopés par les premiers règlements des sociétés pétrolières. Pour leur part, les revenus non fiscaux se sont accrus de 59,8 % pour se situer à 158 milliards (dont 138,4 milliards de redevances pétrolières), contre 98,9 milliards à fin septembre 2005.

Cependant, les recettes en capital ont baissé de 71,4 %, revenant à 1,6 milliard à fin septembre 2006, contre 5,7 milliards un an plus tôt. Les dépenses totales, base engagement, hors amortissement de la dette, se sont élevées à 221,4 milliards, soit une progression de 181,1% par rapport à septembre 2005. Elles se répartissent en dépenses courantes pour 182,9 milliards et en charges en capital pour 38,5 milliards. L'accroissement de 140,7 % des premières est lié à la forte progression des charges de biens et services (+689,2 %), des salaires et traitements (+16,3 %), ainsi que des transferts et subventions (1111,9%). La nette augmentation de ce dernier poste s'explique par le fait qu'il intègre les investissements sur ressources propres destinés aux secteurs prioritaires, notamment.

III - Situation des échanges extérieurs

Sur la base des données collectées, le solde du compte courant devrait se détériorer, passant d'un excédent de 50,2 milliards (1,6 % du PIB) en 2005 à un déficit de 278,4 milliards en 2006 (-7,9 % du PIB), sous l'effet principalement du doublement des dépenses de revenus qui ressortiraient à 638,4 milliards à fin 2006. Le compte de capital et des opérations financières serait excédentaire de 407,5 milliards après le déficit de 154,9 milliards constaté un an plus tôt à cause de l'afflux des

investissements privés liés aux activités pétrolières. En définitive, le solde excédentaire global de la balance des paiements pourrait se renforcer, passant de 23,5 milliards en 2005 à 228,7 milliards en 2006, permettant ainsi la reconstitution des réserves officielles.

IV - Perspectives à court terme

Selon l'INSEED, les perspectives de l'économie tchadienne font apparaître une baisse prononcée, à très court terme, de l'activité pétrolière et un ralentissement des activités des autres secteurs. De ce fait, le taux de croissance réelle du PIB se situerait à 1,9 % en 2006, contre 8,6 % en 2005. Cette évolution découle de la contraction du PIB réel du secteur pétrolier qui s'établirait à - 6,8 % en 2006, contre 2,1 % en 2005, alors que les activités hors pétrole progresseraient au rythme de 5,7 % en 2006, contre 11,6 % en 2005.

S'agissant de l'inflation, les tensions devraient se maintenir à un niveau élevé (+8,5 %) à fin décembre 2006, en liaison avec la hausse des prix des postes viande et poisson ainsi que celui des produits importés, et ce, malgré les bonnes perspectives de production céréalière de la campagne 2006/2007. Au niveau des finances publiques, la mise en œuvre du Plan d'Action pour la Modernisation des Finances Publiques (PAMFIP) devrait permettre d'accroître les performances de l'administration douanière, notamment.

En ce qui concerne les échanges extérieurs mesurés en volume, les exportations devraient baisser en termes réels. En revanche, les importations progresseraient fortement, en liaison avec la reprise des investissements pétroliers./-